

RAPPORT N° 2023/6-34
au Conseil de la Communauté
en séance du jeudi 07 décembre 2023

OBJET

DOTATION ET REPARTITION DE MOYENS AFFECTES AUX GROUPES D'ELUS DE LA CINOR POUR 2024

I/ LE CONTEXTE

A/ Rappel de la législation

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales modifiée par la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral, offre la faculté aux conseils de communautés d'agglomération de plus de 100 000 habitants de constituer des groupes de conseillers communautaires et de prévoir par délibérations les modalités de fonctionnement des dits groupes, sans que puissent être modifiées, à cette occasion, les décisions relatives au régime indemnitaire de ces conseillers.

Ces dispositions sont reprises à l'article L. 5216-4-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui précise que **« Dans les conditions qu'il définit, le conseil de communauté peut affecter aux groupes de conseillers communautaires, pour leur usage propre ou pour un usage commun, un local administratif, du matériel de bureau et prendre en charge leurs frais de documentation, de courrier et de télécommunications. »**

Le président peut, dans les conditions fixées par le conseil de communauté et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes de conseillers communautaires une ou plusieurs personnes. Le conseil de communauté ouvre au budget de la communauté d'agglomération, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, sans qu'ils puissent excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du conseil de la communauté ».

Les groupes de conseillers communautaires se constituent par la remise au Président d'une déclaration, signée de leurs membres, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant.

Il est rappelé que l'objectif de ces dispositions législatives consiste en l'exercice des fonctions desdits groupes, à savoir l'amélioration du fonctionnement interne des assemblées délibérantes.

Le président du conseil de communauté est l'ordonnateur des dépenses susmentionnées, l' élu responsable de chaque groupe d'élus décide des conditions et des modalités d'exécution du service confié que ces collaborateurs accomplissent auprès de ces groupes au sein de l'organe délibérant.

L'article 42 du règlement intérieur de la communauté précise la composition des groupes politiques en rappelant que les conseillers communautaires de chacune des listes admises à répartition à l'issue du suffrage universel peuvent se constituer en groupe conformément à l'article L 5216-4-2 du CGCT.

Ainsi, au regard du nombre d'élus représentés au sein du conseil communautaire, le nombre minimum pour constituer un groupe d'élus a été fixé à 2.

Chaque conseiller communautaire ne peut adhérer qu'à un groupe politique. En dehors de toute adhésion, il est réputé du groupe des non-inscrits.

En cas de création de nouveau groupe, ou de changement de président de groupe existant, notification écrite de la nomination du nouveau président de groupe est faite au Président de la CINOR.

B/ La constitution des groupes

Huit groupes politiques se sont constitués, à savoir :

- Le groupe « Saint Denis pour tous » (17 élus)
- Le groupe « CINOR, territoire écologique, social et solidaire » (3 élus)
- Le groupe « Saint-Denis en l'air » (4 élus)
- Le groupe « Nouvelles solidarités » (2 élus)
- Le groupe « CINOR 2026 » (6 élus)
- Le groupe « Ensemble, Sainte-Suzanne » (11 élus)
- Le groupe « L'esprit lé ankor la » (2 élus)
- Le groupe « Sainte-Marie, terre d'ambition et d'innovation » (16 élus)

Les crédits sont alloués à chaque groupe d'élus pour un exercice budgétaire, et ce en fonction de la composition des groupes déclarés en début d'année.

Aussi, en cas de changement de la composition du groupe en cours d'année, celui-ci sera pris en compte, mais aucune modification ne sera possible dans la répartition des crédits votés pour l'année en cours.

II/ PRESENTATION DES DEPENSES ELIGIBLES

La dotation et répartition des moyens affectés aux groupes d'élus pour l'année 2024 est fixée en annexe. Les montants fixés à ce titre sont alloués proportionnellement et/ou forfaitairement en TTC (toutes taxes comprises) en fonction du nombre de conseillers communautaires composant le groupe. Par souci de transparence et à titre indicatif, la méthode de répartition est précisée dans le présent rapport pour chacun des postes envisagés.

Pour ce qui concerne les dépenses d'investissement pour toute la durée du mandat :

En matière d'investissement, pour l'acquisition des équipements en matériels (informatiques et électroménagers) et mobiliers pour la durée du mandat, la répartition se fait comme suit :

- Entre 2 et 4 élus : 1200€/ élu pour toute la durée du mandat
- Entre 5 et 10 élus : 1000€/ élu pour toute la durée du mandat
- Plus de 10 élus : 900€/ élus pour toute la durée du mandat

Pour ce qui concerne les dépenses de fonctionnement :

A) Les fournitures de bureau, les frais de documentation, de courrier et de télécommunications, l'eau, l'électricité

En se référant à la pratique administrative, il est admis que les fournitures de bureau se composent de : fournitures courantes du type papiers, enveloppes, étiquettes, encre, chemises, cahiers, stylos, surligneurs, crayons, gommes, agrafeuses, ciseaux, scotch, colle, trombones, dateur, tampons encreur, consommables informatiques...

Les frais de documentation et de courrier doivent être nécessaires à l'information des élus du groupe et au bon fonctionnement des assemblées délibérantes. Quant aux frais de télécommunications, il s'agit des factures de téléphonie et de liaison internet.

Il sera admis également au titre de la section fonctionnement, les matériels d'entretien des locaux administratifs mis à disposition ainsi que les accessoires (tasses, dosettes de café, etc.) et ce, toujours dans l'objectif du bon fonctionnement des assemblées délibérantes.

Pour ces dépenses de fonctionnement, une dotation de 500 € est attribuée à chaque Elu par an répartie proportionnellement au nombre d'élus de chaque groupe.

B) Les dépenses de personnel

Les moyens de fonctionnement en personnel affectés aux groupes d'élus sont répartis proportionnellement aux effectifs de chaque groupe. Les crédits nécessaires à ces dépenses de personnel ne peuvent excéder 30% du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du conseil de la communauté.

Il vous est proposé de fixer les crédits nécessaires aux dépenses de personnel des groupes d'élus à 30% du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du conseil communautaire, soit une enveloppe de 165 711 euros pour l'année 2024 et de répartir cette enveloppe budgétaire proportionnellement à l'effectif des groupes d'élus.

Dans la limite de cette enveloppe budgétaire, chaque représentant de groupe d'élus appréciera le recrutement dans le respect des règles de la Fonction publique territoriale, la qualification et le nombre de collaborateurs. Les personnels des groupes d'élus peuvent exercer leurs fonctions à temps complet ou à temps non complet et ont un statut de contractuel.

C) Le local administratif

Pour les frais de location du local administratif, **une dotation de 120 € est attribuée à chaque Elu par mois. Un plancher de 450 € par mois est prévu pour les groupes de moins de 4 élus.** Ces frais liés au local administratif sont répartis proportionnellement au nombre d'élus composant chaque groupe.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuve la dotation et la répartition financière affectées aux groupes d'élus figurant en annexe sur la base de la méthodologie figurant au rapport.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DELIBERATION N° 2023/6-34
du Conseil de la Communauté
en séance du 07 décembre 2023**

OBJET

DOTATION ET REPARTITION DE MOYENS AFFECTES AUX GROUPES D'ELUS DE LA CINOR POUR 2024

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes C.I.N.O.R ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Vu l'avis des commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2023/6-34 du Président ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

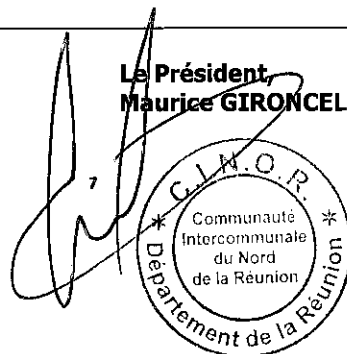
ARTICLE 1

Approuve la dotation et la répartition financière affectées aux groupes d'élus pour l'année 2024 figurant en annexe sur la base de la méthodologie figurant au présent rapport.

Nombre de votants : 41 (dont 5 procurations) Suffrages exprimés : 41 Vote pour : 41 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 18 DEC 2023

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**





SECRETARIAT DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE

AVIS DES COMMISSIONS

RAPPORT N°2023/DJSA/6-34

Dotation et répartition de moyens affectés aux groupes d'élus de la CINOR pour 2024

COMMISSION ADMINISTRATION ET FINANCES

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.